



81, rue du Temple - 75003 PARIS

ISSN 0996-5572

2 €

# Lettre d'information

n° 103

juin-juillet 2004

## SORTIR DU NUCLÉAIRE. OUI MAIS COMMENT ?

Le « Réseau sortir du nucléaire » représente médiatiquement l'organisation antinucléaire. Cela pose problème car à la question : comment sortir du nucléaire ? les réponses du Rézo sont plus qu'ambiguës. Il paraît évident que pour être crédible le « Réseau sortir du nucléaire » doit donner quelques indications sur une stratégie de sortie. Les textes du Rézo sur ce sujet se résument à deux revendications : plaider auprès des citoyens pour qu'ils économisent l'énergie et demander au gouvernement de développer les énergies renouvelables. La stratégie préconisée à court terme repose ainsi sur les économies d'énergie et la mise en place d'un énorme parc éolien. Mais si l'on met des chiffres sur les deux termes de ce scénario on s'aperçoit qu'il n'est pas valable si l'on vise une sortie rapide.

Demander à la population de réduire sa consommation électrique domestique de 50% ne réduirait en fait que de 15% la consommation électrique nationale (la consommation domestique représente environ 30% de la consommation électrique nationale). Cette vision néglige le fait que la consommation électrique ce n'est pas seulement ce que consomment les frigidaires, les machines à laver etc. car nous consommons beaucoup plus d'électricité : le métro et les tramways mais aussi les TGV, la chaîne du froid en amont des congélateurs, les antennes d'émission télé et les relais des portables etc. Il ne faut pas oublier que tous les produits que nous utilisons ou consommons ont nécessité de l'électricité pour leur fabrication. Il est stupide de focaliser les économies d'énergie sur la consommation domestique car l'ensemble de la production électrique consommée en France est consommée par l'ensemble de la population. Evidemment s'attaquer au « hors domestique », par

exemple aux installations scientifiques comme le CERN (environ 1 réacteur), aux réseaux de distribution de l'alimentation, au chauffage électrique des bâtiments publics (universités,

écoles, bâtiments des conseils régionaux et généraux ou autres...) poserait des problèmes bien plus compliqués que de culpabiliser les plus pauvres vivant sous les toits dans d'anciennes chambres de bonnes et qui n'ont pas d'autres solutions pour se chauffer que d'utiliser des radiateurs électriques.

Demander une sortie du nucléaire sans proposer une stratégie vraisemblable revient à décrédibiliser dans l'esprit de la population la possibilité de cette sortie. En fait cela revient à renforcer l'idée que le nucléaire est inéluctable. Cela revient à renforcer la propagande EDF.

Il en est de même pour le développement des énergies renouvelables, essentiellement l'éolien. Dire que l'éolien, énergie locale non centralisée, va résoudre les problèmes énergétiques de Paris et des grandes villes ne tient pas la route. Même si tout le territoire français était couvert d'éoliennes cela ne résoudrait pas le problème de la consommation. Et même si on est fana des éoliennes leur développement ne pourrait pas se faire avant des années. Autrement dit, mettre en avant ce scénario comme solution pour la mise en arrêt du nucléaire c'est accepter le risque à court terme d'une catastrophe nucléaire.

Venons-en à l'arrêt des exportations d'électricité car c'est mettre la charrue avant les boeufs.

Si l'on arrêterait maintenant les exportations d'électricité cela ne changerait rien au nucléaire, sauf que cela engendrerait une perte de revenu pour EDF. En effet l'exportation d'électricité produite par nos réacteurs se fait quand il n'y a pas suffisamment de consommateurs en France. Si au lieu d'exporter, EDF mettait des réacteurs au repos cela ne changerait pas grand chose à la gestion nucléaire. EDF vend l'électricité exportée au prix de ce qu'on appelle en économie le « coût marginal », c'est à dire le coût supplémentaire pour cette production. Pour le nucléaire ce coût marginal est simplement le coût du combustible qui n'est pas très important par rapport à l'amortissement des installations, au coût de la maintenance etc. Ne pas exporter à bas prix revient à dire que les soldeurs qui vendent à bas prix leur production perdent de l'argent alors que quel que soit le prix de vente cela leur rapporte plus que de la mettre à la poubelle.

L'arrêt rapide du nucléaire impose rationnellement qu'EDF remette en fonctionnement les centrales à charbon, qu'elle travaille rapidement à la mise aux normes « charbon propre » de ses installations ce qui n'est pas très coûteux,

### *En pages intérieures*

*Roulette russe au Blayais*

*Scientifiques et risques de la modernité*

*Sociologues, psychologues, anthropologues, etc à la pointe du progrès de la modernité*

*Bandajevsky : la relégation*

*... et les "brèves" qui font grincer des dents !*

Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois à 19h30 (pas de réunions l'été)  
au CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS - métro Boulets-Montreuil (sonner "accueil" après 20h)

qu'elle les mette aux normes de ce qu'Alstom vend à la Chine au lieu de les mettre sous cocon et de les démonter. Il faudrait en construire d'autres comme en Allemagne et en Espagne et développer les cycles combinés à gaz. Ne rien dire sur la stratégie de mise au rancart et de démantèlement définitif par EDF du parc de centrales thermiques classiques (ou « thermique à flamme ») c'est accepter cette stratégie dont la seule conséquence est la pérennité du nucléaire.

Il est important, si l'on veut que les citoyens se préoccupent de la sortie du nucléaire :

- qu'on explique bien clairement le désastre qu'une catastrophe nucléaire peut déclencher. Tchernobyl ce

n'est pas une catastrophe soviétique mais une catastrophe nucléaire.

- qu'on donne des solutions vraisemblables pour se passer de l'énergie nucléaire sans que cela conduise à un bouleversement fantastique de notre vie quotidienne.

En dehors de cette argumentation, la sortie du nucléaire présentée par le Rézo et les écologistes a finalement pour conséquence d'amplifier dans l'opinion générale la croyance en un nucléaire inéluctable et de renforcer ainsi le clan des nucléocrates de gauche et de droite. Il y a là une coïncidence assez étrange qui devrait poser problème. On en est loin !

## INFORMATION SUR LES » BREVES »

### Faisons grincer les dents

Pourquoi tant de « brèves » dans la Lettre de Stop Nogent relevant du harcèlement textuel, du poil à gratter, du grincement de dents ? C'est au travers de petites informations apparemment de peu d'importance qu'on trouve l'expression la plus représentative du modernisme. Les grands textes d'information sont rédigés par des experts en

magouillage médiatique et sont souvent cohérents. Sauf que, généralement, ces magouilleurs ignorent totalement les problèmes soulevés par l'information qu'ils distillent. D'où, au détour d'une phrase, une stupidité qui fait sens. Le harcèlement textuel est une nécessité pour comprendre l'actualité et aussi ce qui nous attend. R. B.

### Faisons grincer les dents

## SALARIÉS D'EDF, GAREZ VOS OS !

Dans *Libération* du 28 mars 2003 une brève figure sous le portrait de François Roussely, le PDG d'EDF avec pour titre « François Roussely poursuit les salariés d'EDF qui organisent des fuites ». Il venait d'annoncer à Europe 1 qu'il allait porter plainte et prendre des sanctions contre « ceux qui organisent des fuites et prennent la responsabilité de mettre en jeu l'honorabilité de tous ceux qui travaillent dans EDF ».

La fuite qui a mis en fureur Roussely n'avait rien de bien dramatique car il ne s'agissait que de la révélation de quelques « tours de passe-passe comptables ». Comment ce Roussely (ou son successeur) se comporterait-il si des

employés d'EDF révélaient des violations de la sûreté sur des réacteurs nucléaires, violations effectuées pour éviter certains coûts. Monsieur Lacoste, le haut patron de la sûreté nucléaire, n'a pas, à notre connaissance, réagi aux propos rageurs de Roussely alors qu'en 1995 il faisait un appel aux corbeaux (voir la *Lettre d'information* 101/102 de février-mai 2004).

Agents d'EDF, méfiez-vous des promesses de Monsieur Lacoste, si vous pensez qu'il serait important que vous fassiez des révélations sur des comportements dangereux de la hiérarchie EDF sur certains sites nucléaires...

### Faisons grincer les dents

## L'EPR ET LA POLITIQUE

Dernièrement l'argumentation en faveur de l'EPR n'était pas pour produire de l'électricité mais pour calmer les syndicalistes de la CGT.

Au départ la nécessité de construire un EPR n'était pas due à des problèmes de production. Il s'agissait d'avoir en fonctionnement cette merveille de la technologie française pour inciter les pays à nous en acheter et l'implication de l'EPR dans la production d'électricité n'était pas évoquée.

Puis, Nicole Fontaine vint. La ministre de l'industrie fait une apologie de l'EPR. Raffarin l'agrafe : pas question d'EPR en France. Arrive le contrat avec la Finlande. Les travaux démarrant en 2005 l'EPR produira de l'électricité en 2010. AREVA obtient le contrat en garantissant des performances étonnantes (plus de puissance, moins de déchets, plus d'efficacité, plus de sûreté etc.) et un prix imbattable.

La stratégie d'AREVA est compréhensible : il est moins coûteux de vendre à perte un réacteur à la Finlande que de financer totalement en France un réacteur qui ne sert à rien. Puis, les élections arrivent. La gauche balaie la droite. Raffarin réagit aussi rapidement pour mettre en piste l'EPR qu'il avait réagi pour épingleur Nicole Fontaine.

L'EPR au programme va perturber l'entente de la gauche. Les Verts doivent être contre, les communistes sont évi-

demment pour, et les socialistes qui sont officiellement « contre EPR aujourd'hui » sont partagés moitié/moitié.

Qui va financer l'EPR alors qu'EDF a des difficultés financières ? Mais si Raffarin bouscule les procédures pour soutenir l'EPR c'est qu'il a en vue les élections européennes. La procédure normale pour mettre en place la commande d'un réacteur est très longue et le gouvernement ne fonctionne que dans le court terme.

Il sera intéressant de suivre les conséquences politiques de cet EPR. Remarquons que Cohn-Bendit a réussi à unifier les programmes électoraux des écologistes européens pour les élections au Parlement européen : dans le programme électoral des Verts européens aucune place au nucléaire.

Les Verts français dans leur livre « *Le nucléaire et la lampe à pétrole* » (L'Esprit frappeur 1998) ont dit « *La prophétie apocalyptique, même basée sur des réalités, ne fait pas projet politique* » (page 9).

Il ne faut pas s'étonner de l'absence de possibilité des désastres nucléaires « même basée sur des réalités » dans les programmes des Verts. Il ne faut pas introduire la réalité dans les « projets politiques » (n'est-ce pas plutôt « projets politicards » qu'il faudrait dire !)

# ROULETTE RUSSE AU BLAYAIS

Dans la nuit du 25 au 26 avril dernier, nuit du 18<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, une procédure a été effectuée volontairement qui aurait pu conduire à la catastrophe sur l'un des réacteurs de la centrale nucléaire EDF du Blayais.

Alors que le réacteur était en phase de redémarrage, après recharge de combustible, l'exploitant a pratiqué une injection d'eau non borée dans le circuit primaire, en grave contradiction avec les spécifications techniques d'exploitation. La presse a relaté cet « incident significatif » de manière anodine, comme à son habitude, pour les quelques dizaines d'événements de ce type qui se produisent chaque année sur les sites nucléaires français. Sauf à disposer de bonnes connaissances dans le domaine de la sûreté nucléaire, le lecteur néophyte ne peut supposer que l'on est passé de peu, près du désastre nucléaire. Pour comprendre, d'abord un peu de technologie : il existe trois procédés pour réguler la réaction nucléaire dans un réacteur de type à « eau pressurisée » :

- Les barres de contrôle dont tous ont entendu parler, composées d'un alliage d'argent, cadmium, indium, qui absorbent les neutrons pour contrôler la réaction nucléaire. Chaque atome d'uranium 235 ou de plutonium 239 qui fissionne sous le choc d'un neutron va se briser en plusieurs atomes plus petits (dits produits de fission) et libérer l'énergie qui chauffe l'eau du circuit primaire, ainsi que des neutrons. La réaction en chaîne produit plus de neutrons que nécessaire ; sans une parfaite régulation, il y aurait un emballement brutal de la réaction, ce que dans le jargon on appelle « excursion » ; c'est à dire plus clairement une explosion.

- Lorsque l'on charge le combustible neuf, l'uranium contient 3,7% d'uranium 235 fissile, ou 4,2% de plutonium 239 + 1,8% de plutonium non fissile pour le combustible Mox. En fin de cycle de combustible, le taux de matière fissile n'est plus que de 0,7% et les barres de contrôle ne sont pas conçues pour compenser cette évolution. Les éléments combustibles comportent donc des « crayons » de « poison consommable », du silicate de bore ; le bore 10 ayant une grande capacité neutrophage qui va diminuer avec l'usure du combustible.

- Ces deux systèmes ne sont cependant pas suffisamment souples et précis pour un contrôle parfait, impératif à la stabilité de la réaction en chaîne. Un troisième procédé complémentaire consiste en l'injection d'eau borée dans l'eau du circuit primaire, diluée sous forme d'acide borique. Lors d'arrêt pour rechargement en combustible, le taux est de 2000 ppm et ne doit jamais descendre en dessous de 1800 ppm pour éviter toute reprise intempestive de la réaction en chaîne. Lors du redémarrage, ce taux est baissé à 1200 ppm.

C'est à ce niveau que se situe la gravité du problème. En 1989, déjà sur ce même site du Blayais, alors que le réacteur venait d'être rechargé, cuve ouverte, l'eau du circuit primaire circulant à bas débit pour évacuer la chaleur résiduelle avait entraîné, suite à l'ouverture intempestive d'une vanne, une petite poche d'eau non borée mal diluée. En traversant le coeur, elle avait provoqué la reprise intempestive de la réaction en chaîne, l'ébullition de l'eau... et la panique générale dans l'installation.

L'incident s'était terminé dès que cette petite poche d'eau avait quitté le coeur.

L'IPSN, l'appui technique de l'autorité de sûreté nucléaire de l'époque, avait, suite à cet incident, évalué la possibilité d'une excursion nucléaire si une poche d'eau plus importante venait à traverser le coeur du réacteur. Les résultats rendus publics lors d'une conférence de presse de la CFDT énergie, le 8 octobre 1990 ont fait passer un grand frisson dans le dos de tous ceux qui sont préoccupés de sûreté nucléaire : les experts « officiels » venaient de démontrer qu'il était ainsi possible de provoquer une excursion nucléaire à 180 fois la puissance nominale de l'installation (la puissance maximum en fonctionnement normal. Au Blayais, puissance thermique d'environ

3000 MWth et 950 MW électrique). À titre de comparaison, le réacteur 4 de Tchernobyl d'une puissance nominale de 3000 mégawatts thermique (pour 1000 MW puissance électrique utilisable en sortie d'usine) est passé, la nuit du 25 au 26 avril 1986, d'une situation de ralenti à 200.000 MWth en l'espace de deux secondes ; soit une excursion à « seulement » 66 fois la puissance nominale de l'installation. Il est aisé de concevoir qu'une aussi importante et brutale libération d'énergie, briserait à l'instant même le réacteur et l'enceinte de confinement si souvent vantée pour sa protection supposée et qui n'est en fait prévue que pour résister à une pression de seulement 5 fois la pression atmosphérique. À ce stade, il est déjà trop tard pour évacuer préventivement les populations ou même seulement leur faire avaler les pastilles d'iodure de potassium, supposées « antiradiations ».

La procédure normale, en phase de redémarrage, est de pousser hors du circuit primaire l'eau trop borée à 2000 ppm de l'arrêt de tranche par de l'eau borée à 1200 ppm, propice au redémarrage normal du réacteur. En injectant directement de l'eau non borée pour réduire le taux de bore, le risque était très conséquent qu'une poche d'eau non borée mal diluée traverse le coeur, provoquant une reprise incontrôlée de la réaction neutronique. Au Blayais, donc, pour la nuit du 18<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, l'exploitant a sciemment outrepassé les procédures de sécurité, pour des raisons que l'on ignore, (gains de temps, d'argent, de productivité ?), prenant ainsi un risque considérable que l'on peut qualifier de « mise en danger volontaire de la vie d'autrui » ; « autrui » étant en la circonstance, quelques centaines de milliers d'habitants d'Aquitaine, de Poitou-Charentes, du Limousin, ou (et) plus selon les vents.

Les nucléaristes, agacés par les critiques sur Tchernobyl, rétorquent souvent qu'il s'agit d'un accident « soviétique » compte tenu des non-respects flagrants des procédures qui ont précédé l'explosion. A l'examen des incidents de cette centrale nucléaire du Blayais qui trône au milieu des crues les plus prestigieuses de France, on voit comment on peut faire aussi bien que les opérateurs russes pour piloter les réacteurs. Avec la mise en concurrence le pire est à venir. On ne peut que constater, une fois de plus, que notre « douçâtre » patron de l'autorité de sûreté s'est contenté d'un classement au niveau 1 de l'échelle Ines ; une banalité ! Mais il est vrai qu'on ne peut être au four et moulin en même temps, faire la propagande du nucléaire et le gendarme de la sûreté. Le patron de la sûreté doit aussi veiller à la « sûreté » sociale, il ne faut pas angoisser les populations pour éviter les « turbulences »...

Pour terminer par les « non-banalités » on a pu observer au passage l'attitude de notre « Réseau sortir du nucléaire ». Informés le 15 mai, la veille du débat parlementaire sur l'énergie, on aurait pu s'attendre, au vu de leur capacité médiatique (bien supérieure à la nôtre), qu'il profitent de l'occasion pour faire un « tabac » sur le risque de catastrophe ; c'était une occasion unique à ne pas rater. Hé bien non ! Le « Rézo » s'est contenté d'un banal communiqué comme s'il s'agissait d'un banal incident. Obnubilés qu'ils sont par la promotion des énergies renouvelables, ils ont brillamment démontré à la fois leur incompétence ou leur manque d'intérêt pour les problèmes de sûreté pouvant conduire à une catastrophe. De fait, le nucléaire ne semble être pour eux qu'un tremplin pour les renouvelables. Mais le « Rézo » n'est pas seul en cause : Les Verts et d'autres partis écologistes ainsi que d'importantes associations réputées antinucléaires, informés de cet incident n'ont en rien réagi. Devant une telle incapacité d'opposition, le lobby nucléaire, industriels et banquiers, partis et syndicats, ont beau jeu d'imposer leurs choix ; la voie est libre et le nucléaire dispose encore d'un bel avenir.

Claude Boyer, juillet 2004

# LES SCIENTIFIQUES ET LES RISQUES DE LA MODERNITÉ

Roger Belbéoch

Le sociologue Ulrich Beck publiait en mai 1986 en Allemagne « *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité* ». La traduction française est parue 15 ans plus tard (Ed. Aubier).

Dans un chapitre intitulé « *Logique de la répartition des richesses et logique de la répartition du risque* » et le sous-chapitre « *Corrélation entre l'état des connaissances et les risques liés à la modernité* » il introduit une section intitulée « *Rationalité scientifique et rationalité sociale* » et constate que « *lorsqu'il s'agit de définir les risques, la science perd le monopole de la rationalité* ». Il analyse les relations existantes entre les scientifiques et les risques de la modernisation :

« *Un bon nombre de scientifiques se met à l'ouvrage avec tout l'enthousiasme et le pathos de la rationalité objective, et ce souci d'objectivité augmente proportionnellement au contenu politique des définitions qu'ils établissent. Mais, au cœur même de leur travail, ils ne peuvent échapper à des attentes et à des évaluations sociales et donc prédéterminées : où placer et comment placer la limite entre les contaminations qu'il faut encore envisager et celle qu'il ne faut plus envisager ? (...)* ».

« *La prétention qu'ont les sciences, par souci de rationalité, à informer objectivement de l'intensité d'un risque ne cesse d'être désavouée. D'abord parce qu'elle repose sur un château de cartes d'hypothèses spéculatives et ne se meut que dans le cadre d'énoncés de probabilité dont les pronostics d'infailibilité ne peuvent pas même être réfutés par les accidents réels. Ensuite parce qu'il faut avoir adopté une perspective qui intègre des critères de valeur pour pouvoir parler des risques de façon convaincante (...). Lorsqu'elles affrontent les risques civilisationnels, les sciences ont toujours déjà abandonné leur fond de logique expérimentale et conclu une union polygame avec l'économie, la politique et l'éthique – ou, pour être plus précis, elles vivent dans une sorte de "concupinage durable" avec tous ces domaines.* »

Certains pourraient être tentés de traiter de collaboration les relations entre sciences, économie, politique, éthique. Ulrich Beck frappe plus fort en traitant ces relations de « concubinage durable ». En effet, d'après le dictionnaire : collaborer, c'est « travailler en commun », le concubinage concerne « la vie en communauté (même résidence) ».

## Un exemple de « concubinage durable » : les scientifiques et les normes de radioprotection

Il existe une commission internationale d'experts scientifiques, la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) [1] ; elle publie des recommandations pour la gestion des risques induits par l'industrie nucléaire. Cette commission de scientifiques, depuis 1928, se reproduit par cooptation en piochant dans la horde des scientifiques.

La CIPR étant composée exclusivement de scientifiques, ses recommandations pour la protection sanitaire des populations contre les risques de l'industrie nucléaire ont les marques d'une production scientifique.

Dans sa publication 60 de 1991, les scientifiques de la CIPR donnent quelques précisions sur la façon « scienti-

fique » dont ils ont fonctionné pour établir leurs recommandations.

« *Le but premier de la protection radiologique est de fournir une norme de protection des hommes sans limiter indûment les pratiques bénéfiques qui conduisent à des irradiations* » (article 15).

« *[Le] but ne peut pas être atteint sur la base des seuls concepts scientifiques* » (article 15).

« *Le détriment à considérer n'est pas confiné à celui associé au rayonnement, il inclut d'autres détriments et le coût de la pratique* » (article 115).

« *Il est raisonnablement possible de les réaliser [les buts de la radioprotection], les facteurs économiques et sociaux étant pris en compte* » (article 112).

« *Ainsi la définition et le choix des limites de dose impliquent des jugements sociaux. (...) Pour des agents tels que le rayonnement ionisant pour lesquels on ne peut supposer l'existence d'un seuil dans la courbe de réponse aux doses pour certaines conséquences de l'exposition, cette difficulté est incontournable et le choix des limites ne peut être basé sur des considérations de santé* » (article 123).

« *La sélection des limites de dose inclut nécessairement des jugements sociaux appliqués aux divers facteurs de risque* » (article 170).

La CIPR 60 de 1991 consacre un grand nombre d'articles pour bien montrer que les normes de radioprotection établies par ses experts scientifiques ne peuvent se fonder exclusivement sur des critères scientifiques ou médicaux. La prise en compte des aspects sociaux est absolument nécessaire. On ne peut mieux définir cette « union polygame », ce « concubinage durable » dont parle Ulrich Beck entre sciences, économie, politique et éthique.

Pourquoi les scientifiques se sont-ils déclarés compétents pour établir scientifiquement des normes de radioprotection alors qu'ils ne cachent guère leurs « concubins » agissant dans les coulisses ?

Ce « concubinage » clairement explicité, mais inconnu des personnes auxquelles seront appliquées ces normes (qui va lire les textes de la CIPR ?) se retrouve inévitablement dans toutes les commissions chargées d'étudier les risques, de proposer des solutions, d'effectuer des évaluations des détriments sanitaires liés aux expositions aux radiations (les malades, les morts...). Des scientifiques en mal de concubinage se fourrent dans ces commissions.

[1] Roger Belbéoch

« *Les mythes de la radioprotection* » dans Stratégies Énergétiques, Biosphère & Société, Dossier scientifique : La radioactivité et le vivant, Genève, Novembre 1990, (pages 21-31).

« *Comment sommes-nous "protégés" contre le rayonnement. Les normes internationales de radioprotection. Le rôle de la Commission internationale de protection radiologique* » dans Ivo Rens et Joel Jakubek : Radioprotection et droit nucléaire. Entre les contraintes économiques et écologiques, politiques et éthiques. Édition Georg, collection SEBES, Septembre 1998, (pages 43-96).

# SOCIOLOGUES, PSYCHOLOGUES, ANTHROPOLOGUES ETC. À LA POINTE DU PROGRÈS DE LA MODERNITÉ !

Depuis quelque temps les études socio-psycho-anthropologiques sur les risques de notre société encombrant les revues scientifiques et les médias. Elles attirent un bon paquet de contrats d'études alors qu'il y a une vingtaine d'années ces disciplines étaient considérées comme mineures et un tel développement n'était pas imaginé.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de la façon dont les « responsables » politiques doivent envisager la gestion d'une catastrophe majeure résultant d'un risque important. Pour ces scientifiques des sciences dites « molles », le risque a surgi et les a propulsés en tête des sciences « dures » en ce qui concerne les désastres de la modernité, ceux advenus et ceux à venir (liste non exhaustive : nucléaire et rayonnements, chimie, environnement, amiante, vaches folles, sang contaminé, OGM etc.).

Les contrats d'études que les institutions distribuent à ces scientifiques sont justifiés par les craintes que les catastrophes pourraient déclencher ce qu'un expert en désastres industriels a appelé des « turbulences » sociales [1]. La principale préoccupation des « responsables » ce n'est pas d'intervenir afin d'éviter la survenue des désastres industriels mais d'essayer de mettre en place des stratégies qui permettent de gérer ces catastrophes une fois qu'elles ont eu lieu au coût minimum et au calme maximum. Les socio-psycho... se sont engouffrés dans ce créneau et il pleut une manne de contrats d'études. Par exemple il s'agit d'étudier les réactions d'une population au voisinage d'une installation industrielle dangereuse pour mettre en évidence ses angoisses et indiquer des voies aux gestionnaires pour les calmer. Cela, en termes de risques, c'est à dire avant le désastre.

Tchernobyl a donné à ces scientifiques des sciences « molles » un tout autre débouché.

Comment des gens vivant dans des zones contaminées de l'ex-URSS réagissent-ils aux dangers de la contamination radioactive ? Finies les manifestations de rue des années 88 et surtout 89 en Biélorussie. Tout paraît calme... Résignation et/ou refoulement, négation des risques radiologiques ? La préoccupation des dangers en termes de santé ne fait pas partie des problèmes que nos autorités gestionnaires essaient de résoudre. Ce qui se vit là-bas au Bélarus (ex-Biélorussie) par les habitants contaminés d'une façon chronique par les retombées de Tchernobyl, leurs effets sanitaires délétères chez les enfants elles « n'en ont rien à cirer ». Ce qui les intéresse c'est comment elles devront intervenir chez nous si un accident nucléaire se produisait sur un de nos réacteurs. [Rappelons que désormais les contre-mesures de la phase d'urgence ont été publiées en France - c'est

donc que l'accident est officiellement considéré comme possible - avec main mise du militaire]. Comment magouiller les informations pour éviter l'évacuation de centaines de milliers d'habitants ou la fuite genre exode de 1940. L'intérêt de programmes de type CORE - coopération pour la réhabilitation- (des conditions de vie dans les territoires contaminés) mis en place au Bélarus plus de 15 ans après l'explosion du réacteur de Tchernobyl n'a rien à voir avec les problèmes sanitaires auxquels est confrontée la population vivant dans les zones contaminées. Les études programmées n'ont rien à voir avec un désir de protéger vraiment les habitants en leur apportant l'aide médicale dont ils ont besoin. Si c'était le cas le programme CORE intégrerait au minimum la distribution de pectine aux enfants, pectine qui sert à éliminer le césium radioactif incorporé. Mais aussi l'évacuation éventuelle de zones toujours très contaminées, seule réelle solution pour résoudre les problèmes sanitaires des enfants contaminés en des lieux où il y a en plus du strontium 90 et de l'américium 241 émetteur alpha résultant de la désintégration du plutonium 241. Non, ce dont il s'agit pour les habiles promoteurs de tels programmes (pas pour les naïfs exécutants) c'est de rétablir un niveau de confiance de ces populations vis-à-vis de leur environnement contaminé tout en leur donnant quelques conseils pour éviter le pire et surtout calmer les habitants. En somme le but visé par la « réhabilitation » des conditions de vie est d'arriver à ce que 20 ans après la catastrophe la situation soit normalisée [2] ce qui nécessite une stratégie médiatique pour calmer définitivement la population, celle de la *servitude volontaire*. Pour éviter que les enfants aillent dans les bois contaminés ils pourraient proposer de distribuer des jeux vidéos qui scotcheraient les enfants devant la télé ! Pour nos gestionnaires de l'accident futur il faut à tout prix éviter les « turbulences » sociales et la maîtrise des turbulents qui seraient autant d'indices d'une société qui aurait abandonné son simulacre de démocratie pour adopter un régime autoritaire. Au Bélarus, le régime autoritaire de Loukachenko est une aide précieuse pour la « normalisation », lui qui demande et favorise la réinstallation d'habitants de l'ex-URSS dans des villages évacués.

Les sociologues, psychologues, anthropologues etc. qui se sont installés dans ce système sont très nombreux. Connaissant certains d'entre eux il est difficile de croire que seul l'attrait de contrats juteux motive leur activité. Bien sûr on ne peut exclure la tentation de mise en avant médiatique alors que ce type d'études était plutôt ignoré du public. On ne peut exclure non plus la croyance naïve que leur collaboration avec des institutions très impli-

## Faisons grincer les dents

## L'INRA ADOPTE LA PLURIDISCIPLINARITÉ SCIENTIFIQUE

L'INRA, Institut national de recherche agronomique, est en principe un institut scientifique. On apprend dans *Le Figaro* du 19 mai 2004 qu'un dénommé Pierre-Benoît Joly travaille à l'INRA en tant que « directeur de recherche ». Ce personnage est sociologue.

L'INRA a peut-être embauché aussi quelques psychologues ? Dans notre modernité la science doit être pluridisciplinaire, elle nécessite l'intervention des magouilleurs psycho-sociologues pour établir sa crédibilité !

quées dans la gestion sociale permette d'obtenir quelques avantages intéressants pour la société, en somme, de limiter les dégâts. En réalité ils ne se rendent pas compte que leur activité est plus qu'une collaboration mais un « *concubinage* » au sens d'Ulrich Beck [3].

La dénonciation des méfaits et/ou de la perversité des activités menées dans les différentes disciplines scientifiques a été tentée au début des années 70, venant de l'intérieur des laboratoires et institutions, qu'il s'agisse des psychiatres, médecins, mathématiciens, physiciens etc. Ont fleuri des groupes et des revues iconoclastes, entre autres Tankonalasanté, Impascience, les Cahiers du laboratoire, Cahiers pour la folie, les bulletins des différents « groupes d'information... » GIS groupes d'information santé, GIP groupe d'information prison, GIT groupes d'information travail et certainement bien d'autres. Les activités des sciences « dures » ont été analysées durement par le groupe « Survivre et Vivre », relations science et militaire, relations science et société. Les informaticiens se sont interrogés sur les effets négatifs d'une pensée binaire oui/non sur la société etc.

Il y aurait vraiment besoin d'analyser comment ces activités scientifiques des sciences sociales qui fleurissent aujourd'hui contribuent à escamoter les problèmes réels des risques de notre modernité. Dénoncer le rôle de ces disciplines dans la stratégie de gestion pré et post-accidentelle des gérants pré et post-désastres qui nous attendent, serait extrêmement utile pour prendre conscience de ces désastres possibles et qui inquiètent les gestionnaires, non par les conséquences dramatiques pour la population mais pour la façon de gérer ces désastres en « douceur ».

Ce travail de remise en cause, s'il était fait de l'intérieur par les scientifiques eux-mêmes, serait particulièrement percutant. Les socio-psycho-anthropologues, sous une couverture de responsabilité scientifique, aident les gestionnaires de notre société sur des critères strictement économiques. Analyser ces rôles pervers de la sociologie pourrait être un thème intéressant pour des sociologues.

Roger Belbéoch, juin 2004

[1] Patrick Lagadec « Stratégies de communication en situation de crise » exposé présenté au colloque international de recherche « Evaluer et maîtriser les risques, la société face au risque majeur » 20, 21, 23 janvier 1985, Chantilly.

Extrait : « *Dans ce contexte de haute turbulence, la mise en relation -la communication- devient un facteur stratégique de première importance. Communications internes aux organismes concernés, communications entre organisations, communications vers le public à travers les médias (ou par voie directe dans les cas d'urgence extrême) : l'expérience montre la nécessité de maîtriser ces multiples lignes d'information* ».

[2] La normalisation ne vise pas seulement la perception de la situation par la population des zones contaminées, mais aussi la perception que les étrangers (nous) ont de la catastrophe pour éviter le refus de l'énergie nucléaire dans les pays nucléarisés (la France en particulier).

[3] Ulrich Beck « La société du risque, sur la voie d'une autre modernité » Ed. Aubier, 2001.

### Faisons grincer les dents

## AGENTS EDF VOUS POUVEZ ETRE TRANQUILLES, LES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES SUR LES DÉPENSES DE L'ÉTAT VOUS PROTEGENT

Dans le n°137 de mars 2004 de la revue *Contrôle*, organe de l'autorité de sûreté nucléaire on trouve, à la fin d'un texte de André-Claude Lacoste, le grand maître de cette autorité (et de la radioprotection) cette remarque :

« *Le gouvernement qui avait acté le principe des créations de 225 emplois dont 150 postes d'inspecteurs de la radioprotection, a initié un mouvement en ce sens qui s'est traduit par la création, pour cette action prioritaire, de 22 postes en 2003 et à nouveau 22 postes en 2004* ».

A-C Lacoste semble tout à fait satisfait de ces créations de postes « d'action prioritaire ». En priorité pour la sûreté nucléaire il demandait 75 emplois + 150 postes d'inspecteurs. le gouvernement à ce jour a fourni 44 postes. Reste donc, pour assurer la sûreté nucléaire, 106 postes à créer et 75 emplois. A cette allure le minimum requis pour la sûreté sera atteint dans 8 ans. Mais avec le vieillissement des réacteurs peut-être faudra-t-il encore plus de postes. Le déficit de l'état, une garantie pour la tranquillité d'EDF.

### Faisons grincer les dents

## « RISQUES, CRISES, RUPTURES » VUS PAR LE MONDE

Dans *Le Monde* du 12 novembre 2003 (page 11) on trouve l'annonce d'un colloque organisé par « La Société des lecteurs du Monde et le Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique » sur le thème « Risques, crises, ruptures », le 6 décembre 2003 de 8h15 à 17.

Les risques indiqués sont : « Intempéries exceptionnelles, vache folle, anthrax, SRAS, pannes de courant historiques [souligné par moi], terrorisme ».

Ainsi, concernant les risques électriques ce qui inquiète « la société des lecteurs du Monde », ce sont les « pannes de courant ». Les catastrophes sur nos réacteurs nucléaires ne seraient inquiétantes que si elles induisaient des « pannes de courant ». Curieuse vision des risques de la modernité !

## Les dernières nouvelles de Youri Bandajevsky : la recherche scientifique en relégation.

C'est sous ce titre que Wladimir Tchertkoff nous a fait part des dernières nouvelles. Pour une fois elles sont bonnes : il y a eu adoucissement de la peine, Youri Bandajevsky est sorti de prison et a été envoyé en relégation dans la nuit du 28 au 29 mai dernier. Le lieu de relégation est situé dans la région de Grodno, au centre-ouest du Bélarus dans une ex-base militaire de lancement de fusées, dans une région considérée comme non contaminée.

Le transfert laissait mal présager de la suite. Il s'est effectué menottes aux poignets et sous escorte militaire avec armes et chiens, avec des humiliations qui se sont répétées durant tout le voyage. (Pour plus de détails <http://www.dissident-media.org/infonucleaire>).

L'accueil du directeur de la colonie a été humain. Sa tâche consiste à réhabiliter les détenus en vue d'un retour à la vie normale. Il a considéré que les capacités et la personnalité de Youri Bandajevsky cadraient mal avec un travail de bûcheron au milieu de détenus de droit commun. Il a conseillé de lui trouver une maison à louer où il pourrait se recentrer, consacrer son temps à réfléchir et se remettre à ses travaux. Il a droit aux visites et a reçu bien sûr la visite de Galina et des siens ainsi que de Vassili Nesterenko. Avec les amnisties habituelles Youri devrait être libérable (en conditionnelle) dans quelques mois.

**Dernières nouvelles du 5 juin** Youri habite depuis le 4 juin dans une maison louée dans le village de Peskovtsy à 30 km de la colonie. Son adresse :

231318 Grodenskaya oblast  
Lidski raion  
PESKOVTSY  
Ul. Oktiabrskaya, 2  
Valiuk for Bandazhevsky  
**BELARUS**

La prison va laisser des traces. C'est un convalescent qui retrouve le plaisir de respirer à l'air libre. En relégation les détenus sont entièrement à la charge de leur famille, y compris pour la nourriture...

### **DONS à l'association ENFANTS DE TCHERNOBYL BELARUS**

**22 rue Principale 68480 BIEDERTHAL** Ne pas oublier les « villages exclus ». Les enfants ont besoin de pectine pour éliminer le césium radioactif. A partir de 20 euros un reçu fiscal est envoyé.

#### *Faisons grincer les dents*

### **LE MONDE ET LA RADIOACTIVITÉ**

Dans le précédent numéro de la *Lettre d'information* nous avons mentionné un article assez stupide du *Monde* du 24 mars 2004 nous informant que « *L'uranium, à la sortie de la mine, n'est pas radioactif* ».

Dans nos poubelles nous avons trouvé un article du *Monde* du 22 mai 2002 du même genre.

Sous la rubrique « *Aujourd'hui Sciences* », ce numéro du *Monde* nous révélait une découverte assez extraordinaire. A propos de l'utilisation de réacteurs nucléaires pour la propulsion des vaisseaux spatiaux on pouvait lire : « *tant que le réacteur n'a pas démarré, il n'est pas radioactif* ». Ainsi, l'uranium ou le plutonium des réacteurs ne seraient pas radioactifs avant le démarrage des réacteurs. Becquerel a dû réagir dans sa tombe quand il a découvert qu'en 2002 on affirmait que l'uranium n'était pas radioactif.

Cette nouvelle sensationnelle que nous révèle *Le Monde* sous la signature de Pierre Barthélémy est une citation de « Richard Heidmann, ancien directeur de l'orientation et de

l'évaluation de la recherche et de la technologie à la Snecma », un véritable expert !

En cas d'accidents sur le vaisseau spatial équipé d'un réacteur nucléaire, les retombées radioactives contamineraient la terre. Le fameux expert de la Snecma, valorisé par le journal d'information *Le Monde*, propose de ne faire fonctionner le réacteur dans le vaisseau, seulement lorsque celui-ci est suffisamment loin de la terre. Si le vaisseau explose au décollage aucun problème de contamination ! L'uranium et le plutonium n'ayant pas été « activés » ne sont « pas radioactifs », donc aucun danger.

Ecrire de pareilles stupidités d'un expert, certainement bien rémunéré à la Snecma, sans aucun commentaire, montre le niveau d'ignorance du journaliste signataire et de la rédaction du journal. Cette ignorance pour un journaliste du *Monde* est peut-être une garantie pour la stabilité de son emploi. Une attitude critique serait peut-être dangereuse !

#### *Faisons grincer les dents*

### **UNE CURIOSITÉ DANS LA MANIF DU 27 MAI 2004 DES EMPLOYÉS D'EDF/GDF CONTRE LE CHANGEMENT DE STATUTS ET LA PRIVATISATION.**

Derrière une banderole il y avait des syndicalistes. La banderole disait : « *Construisons des centrales propres, à charbon, fuel, gaz* ». Quand j'ai vu cette banderole j'ai cru que le comité Stop Nogent s'était infiltré dans la manif... Mais non, c'était une banderole de syndicalistes de la SNET (société nationale d'électricité et de thermique, dont il a été question dans la Lettre de Stop Nogent 99/100, décembre 2003). Evidemment ce n'était pas les plus bruyants, la « bruyance » étant devenue dans les manifestations un signe de représentation de notre société du spectacle !

Malheureusement je n'ai pas vu de banderoles contre la mise sous cocon et la mise à l'arrêt des centrales à charbon existantes qui, en fonctionnant au maximum de leur capacité, pourraient remplacer un bon paquet de réacteurs nucléaires. Dans la manif de janvier du Rézo la banderole de Stop Nogent sur l'arrêt du nucléaire avec les centrales à charbon, fuel et gaz existantes a attiré parfois la réprobation vive de certains manifestants. Dans la manif d'EDF, les manifestants sous la banderole de la SNET ne semblent pas avoir été agressés par les autres manifestants !

